

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Construction dans les zones à risque : insouciance des populations ?

EN dépit des éboulements de terrain se soldant parfois par des pertes en vies humaines, de nombreuses familles librevilloises continuent de vivre dans les zones à risque. Insouciance de leur part ? Comment prévenir de nouveaux drames dans une ville où le déchaînement des éléments se montre presque souvent impitoyable à l'égard des résidents des dites zones ?

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

BORIS, la vingtaine vit depuis plusieurs années avec sa famille sur les hauteurs du quartier Sibang, dans le 3^e arrondissement de Libreville. Sans se soucier des risques que représente un terrain exposé au risque d'éboulement. Comme la sienne, ce sont en réalité de nombreuses habitations comprises entre l'école publique de Sibang et le célèbre motel "Le Perchoir" qui sont construites sur le flanc de la "montagne". Mais quoiqu'établies ici depuis des lustres, la nature du terrain n'en constitue pas moins une menace en cas de glissements de terrain. Un phénomène de plus en plus récurrent dans la capitale gabonaise où on a déjà presque chaque année d'ailleurs plusieurs morts consécutives à l'effondrement des pans entiers des hauteurs qui font partie de son relief accidenté. "Rien ne va arriver. Nous sommes là depuis plusieurs années, on n'a jamais connu d'éboulement", assure Boris, un rien naïf. Tant le sol, suffisamment rongé par l'érosion, a lâché complètement le béton de propreté du soubassement posé pour soutenir tout le bâtiment.

D'ailleurs des fissures sont même observables çà et là sur toute la surface des parpaings. Ce qui, naturellement, présage un autre glissement de terrain qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité des résidents. D'autant qu'ici, ce sont plusieurs familles, dont un bon nombre son propriétaire de terrains. Ce constat est identique dans de nombreux autres quartiers de Libreville, où les riverains ont érigé et continuent d'ériger leurs maisons dans des zones accidentées à hauts risques. Au PK 9-Malaba par exemple, où un éboulement a dernièrement coûté la vie à un couple, les populations semblent ne pas retenir l'avertissement de dame Nature. Les maisons "poussent comme des champignons sur cet espace accidentogène où, après des grandes précipitations on observe chaque fois un éboulement d'importantes terres", fait remarquer Jacques, un riverain. "On a l'impression que l'on ne tire pas suffisamment les leçons des drames qui surviennent ces derniers temps. Ce qui vient de se passer n'est pas du tout nouveau dans la zone". Et le plus ahurissant dans ces drames, estime Jacques, est de constater que ceux qui entreprennent des "travaux de construction en hauteur semblent inconscients au point d'ignorer non seulement du danger auquel ils s'exposent, mais surtout ceux qu'ils font courir à leurs voisins installés plus bas". De là, à parler d'insouciance par rapport à leur propre vie et à celle de leurs voisins, il n'y a qu'un pas que l'on franchit vite. "À preuve, de nos jours, aucun collectif n'a été créé dans tous ces quartiers

qui ont enregistré des victimes d'éboulement, pour au moins faire en sorte que l'État leur trouve des zones de relogement", s'indigne Shella, une habitante de Kinguelé. Elle pense que ces familles entretiennent une sorte d'illusion qui leur fait croire, à tort, que "ce qui arrive aux autres ne pourrait jamais les atteindre, alors que la menace est là. Et à chaque pluie, celle-ci laisse craindre des conséquences de plus en plus fâcheuses". Le danger étant persistant, l'idéal serait donc que les uns et les autres prennent toutes les dispositions qui s'imposent afin de s'en prémunir. Tant les certitudes d'aujourd'hui caractérisées notamment par le refus de reconnaître qu'il y a péril en la demeure, pourraient bien s'avérer regrettables à court, moyen ou long termes. Les fortes précipitations souvent enregistrées à Libreville et ses environs se soldant habituellement par des épisodes tristes, avec des personnes ensevelies sous des tonnes de boue après un glissement de terrain.



Ici au quartier Sibang, l'équilibre à long terme de certaines constructions ne semble pas assuré.

qui ont enregistré des victimes d'éboulement, pour au moins faire en sorte que l'État leur trouve des zones de relogement", s'indigne Shella, une habitante de Kinguelé. Elle pense que ces familles entretiennent une sorte d'illusion qui leur fait croire, à tort, que "ce qui arrive aux autres ne pourrait jamais les atteindre, alors que la menace est là. Et

à chaque pluie, celle-ci laisse craindre des conséquences de plus en plus fâcheuses". Le danger étant persistant, l'idéal serait donc que les uns et les autres prennent toutes les dispositions qui s'imposent afin de s'en prémunir. Tant les certitudes d'aujourd'hui caractérisées notamment par le refus de reconnaître qu'il y a

péril en la demeure, pourraient bien s'avérer regrettables à court, moyen ou long termes. Les fortes précipitations souvent enregistrées à Libreville et ses environs se soldant habituellement par des épisodes tristes, avec des personnes ensevelies sous des tonnes de boue après un glissement de terrain.

Que faire ?

CNB
Libreville/Gabon

NOMBREUX sont ceux qui s'interrogent sur les mesures prises par le gouvernement pour freiner le phénomène des personnes victimes des nombreux éboulements de terrain survenus ces derniers temps à Libreville. Tant on a comme l'impression que les pouvoirs publics se montrent plutôt discrets sur les solutions

à envisager de façon durable pour l'endiguer.

"On se retrouve toujours dans le cycle d'éternelles condoléances et de petits soutiens aux familles des victimes. Cela n'est pas la solution idoine, il faut soigner le mal à la racine", suggère Théa, résidant au PK 9-Malaba. Pour elle, la solution serait de recenser toutes les familles ayant bâti ou résidant sur des sites à risques, et de les reloger dans des zones habitables. Il faut ensuite prendre des

mesures strictes en interdisant à toute personne de construire dans une zone potentiellement dangereuse. Sous peine d'être déguerpies sans ménagement. En tout cas, la discipline et le respect de la loi sont à ce prix-là.

Mais de telles mesures sont-elles applicables dans un pays où le respect des lois de la République est la chose la mieux partagée ? Où le principe de la continuité du service public est chaque jour mis à mal ?